CAMPAGNE « LE GFF QUE NOUS VOULONS »

ÉTUDE DE CAS DU SÉNÉGAL



THE GFF WE WANT

WACI HEALTH
Champions for Health

Acknowledgements

1. **Action Global Health Advocacy**:- Soutien financier et technique
2. **Global Civil society Coordinating group for GFF**:- Collaboration et Partenariats
3. **Cabinet de Consultation E&K**:- Soutien Technique

Sigles et Abréviations

OSC	Organisations de la société civile
GFF	Le Mécanisme de Financement Mondial
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
IDA	L'Association internationale de développement
MCP	Plate-forme nationale multipartenaires
MNCH	La santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant
RMNCAH-N	Santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente et nutrition
ODD	Objectifs de développement durable
CSU	Couverture sanitaire universelle
ONU	Nations Unies

Résumé Analytique

Aperçu du Mécanisme de financement mondial

Depuis sa création, le Mécanisme de financement mondial (GFF) est passé de quatre pays en première ligne à 36. Ces pays se trouvent à des stades différents du processus du GFF, certains commençant le processus tandis que d'autres sont plus avancés dans la phase de mise en œuvre. Le Sénégal fait partie des pays de la deuxième vague du GFF, avec d'autres pays comme le Bangladesh, le Cameroun, l'Inde, le Liberia, le Mozambique, le Nigeria et l'Ouganda. Le processus de formation du GFF au Sénégal a été soutenu par le Secrétariat du GFF, qui est basé à Washington, DC, à la Banque mondiale. Le processus de formation du GFF au Sénégal a impliqué les gouvernements nationaux et les gouvernements donateurs, les agences des Nations unies et la société civile. Au Sénégal, le GFF fonctionne par le biais d'une plateforme multipartenaires (MCP). La MCP est conçue comme un forum ou un comité dirigé par le gouvernement national pour s'appuyer sur les structures existantes et rassembler les acteurs idéaux de la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile, adolescente et de la nutrition (RMNCAH-N). Le MCP est actuellement dirigé par le Secrétariat Général du Ministère de la Santé et de l'Action Sociale, avec deux directions clés qui supervisent la mise en œuvre : *La Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant* (DSME) et *la Direction de la Planification, de la Recherche et des Statistiques* (DPRS).

Évolution de la participation des OSC dans le cadre du GFF

En février 2016, l'ancien point focal régional PMNCH, basé à Dakar a organisé une consultation des OSC, en présence du ministère de la Santé et de la Banque mondiale. Les principaux résultats de la réunion étaient que les OSC se coordonnent en une coalition nationale du GFF et préparent une stratégie d'engagement des OSC pour le GFF. Les OSC sont actuellement coordonnées par le COSC GFF. Grâce à leur intégration dans le GFF, la société civile apporte une valeur unique à l'avancement du RMNCAH-N, par l'étendue de leur expertise et leur portée profonde auprès d'un large éventail de communautés, y compris les plus pauvres et les plus vulnérables. Parmi les principales activités menées par les OSC au Sénégal, citons les suivantes

- La mise en place de formations et d'ateliers sur les services du MRNCAH-N ;
- ·Développer des tableaux de bord pour évaluer le fonctionnement du système de santé ;
- Annotation de la carte au niveau régional pour illustrer les besoins de chaque communauté ; et
- Activités de sensibilisation au niveau communautaire pour s'assurer que la communauté dispose des connaissances nécessaires pour accéder aux services.

Histoires de réussite du GFF

Le GFF a permis de réaliser des progrès importants dans l'intensification des interventions du RMNCAH-N dans les pays qui l'ont mis en œuvre. Ces progrès ont conduit à l'amélioration générale des systèmes de soins de santé primaires dans ces pays. Parmi les succès constatés au Sénégal, on peut citer :

- Un meilleur engagement des organisations de la société civile (OSC) dans les efforts du RMNCAH-N ;
- L'augmentation du financement des programmes du RMNCAH-N. L'engagement du gouvernement sénégalais à augmenter la part du budget de la santé de 4 % à 10 % d'ici 2022 ;
- L'accent est mis sur la nutrition en tant que domaine prioritaire ;
- Amélioration du renforcement des capacités des sociétés civiles ; et
- La priorité accordée au RMNCAH-N dans le programme national.

Défis à relever dans le cadre du GFF

Plusieurs défis ont été identifiés au cours du processus du GFF, qui ont entravé l'accélération de la réalisation des objectifs du RMNCAH-N. La résolution de ces défis offre l'opportunité de se rapprocher de la CSU. Voici quelques-uns des défis relevés :

- Les fonds limités dont disposent les OSC pour entreprendre les activités du GFF ;
- Une mauvaise coordination et communication entre les parties prenantes du GFF ;
- Manque de coordination du GFF avec d'autres mécanismes tels que le Fonds mondial ; et
- Contacts limités des parties prenantes du GFF du Sénégal avec d'autres partenaires des pays francophones.

Recommandations pour améliorer le GFF

Pour que le GFF atteigne ses objectifs, le présent rapport recommande les actions suivantes aux différents groupes de parties prenantes :

- La coalition des OSC devrait travailler au renforcement des capacités des OSC et des jeunes pour mettre en œuvre les efforts du RMNCAH-N ;
- Le GFF doit explorer les possibilités d'accroître la participation du secteur privé et d'autres organismes donateurs ;
- Le GFF devrait faire pression sur le gouvernement pour qu'il partage les informations essentielles avec les différents partenaires afin de renforcer la responsabilité conjointe ;
- Le gouvernement devrait fournir des calendriers plus clairs pour les réunions de la plate-forme nationale. Le gouvernement devrait fournir des calendriers plus clairs pour les réunions de la plate-forme nationale, ce qui permettrait aux parties prenantes de mieux planifier leurs activités en fonction de ces calendriers ;
- Le gouvernement national doit envisager des interventions fiscales et politiques qui amélioreront l'espace fiscal pour la santé et la transition de la prestation de services RMNCAH-N de la dépendance aux donateurs vers des mécanismes de financement nationaux durables ;
- Le gouvernement doit intégrer un cadre de suivi et d'évaluation plus solide pour suivre les progrès et éclairer la prise de décision pour les programmes RMNCAH-N ; et
- Le secteur privé doit être intégré dans l'ensemble du système de santé - financement de la santé, prestation de services, politiques et réglementations, systèmes d'information sur la santé, entre autres - afin de garantir un impact transformateur.

Aperçu du Mécanisme de financement mondial

Le processus de formation du pays GFF

Le Sénégal fait partie des pays de la deuxième vague du Mécanisme de financement mondial (GFF), avec d'autres pays comme le Bangladesh, le Cameroun, l'Inde, le Liberia, le Mozambique, le Nigeria et l'Ouganda. Le processus de formation du GFF au Sénégal a été soutenu par le Secrétariat du GFF, qui est basé à Washington, DC, à la Banque mondiale. Le processus de formation du GFF au Sénégal a impliqué les gouvernements nationaux et les gouvernements donateurs, les agences des Nations Unies et la société civile. Dans le cadre des conditions d'adhésion au GFF, le Sénégal s'est engagé à s'aligner sur la vision du GFF pour contribuer à la couverture sanitaire universelle (CSU) en soutenant les actions visant à mettre fin aux décès évitables des mères, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents et à améliorer la santé et la qualité de vie des femmes, des adolescents et des enfants

Structure de gouvernance

La plateforme nationale multipartenaires (PMP) est actuellement dirigée par le Secrétariat général du ministère de la Santé et de l'Action sociale, avec deux directions clés qui supervisent la mise en œuvre

- Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant (DSME), dont le chef est le point focal national du GFF et le secrétaire exécutif coordonne la mise en œuvre du dossier d'investissement et du projet ISMEA ; et
- *Direction de la Planification, de la Recherche et des Statistiques* (DPRS) qui supervise la stratégie nationale de financement de la santé.

Le manque de clarté des rôles et des responsabilités des autres membres de la plateforme est un problème majeur qui explique la faible performance du MCP. Seuls quelques membres ont accès au protocole d'accord (MOU) ou aux termes de référence (TdR) de la plateforme. En outre, la transparence du partage de l'information, en particulier entre les gouvernements et les organisations de la société civile (OSC), est faible parmi les membres.

Dossier d'investissement au Sénégal

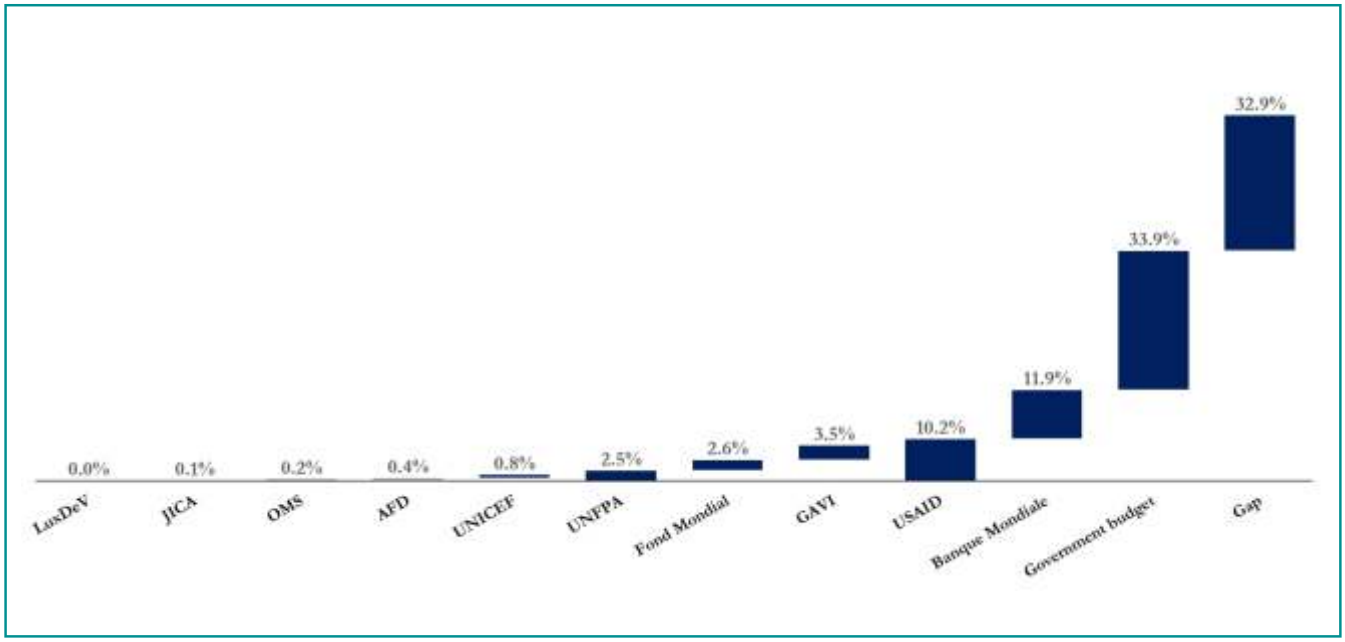
Le dossier d'investissement au Sénégal est aligné sur les plans et priorités nationaux, y compris les cycles de planification nationale et les processus de budgétisation, et est dirigé par le ministère de la Santé. Le cas d'investissement a été élaboré en 2017, avec la consultation de diverses parties prenantes, dont les OSC. Les OSC ont sélectionné des régions prioritaires clés et des interventions sur lesquelles elles pourraient se concentrer, afin de compléter les actions du gouvernement et de contribuer de manière significative au dossier d'investissement de façon plus structurée, par l'élaboration d'un plan d'action. Le plan d'action souligne le rôle des OSC dans le plaidoyer, la sensibilisation de la population à la création d'une demande et à l'utilisation des services de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile, adolescente et de nutrition (RMNCAH-N), le suivi, la responsabilité et la mobilisation des ressources, et a été approuvé par le PCM et intégré dans le dossier d'investissement du pays.

Le portefeuille d'investissement du Sénégal est présenté comme un instrument de mise en œuvre de la stratégie nationale de financement autour de laquelle le gouvernement, les bailleurs de fonds, la société civile et les acteurs du secteur privé, dans une approche participative et inclusive, s'engagent à mettre en place des actions pour mettre fin aux décès évitables des mères, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents.

CONGAD

La cartographie des ressources pour le dossier d'investissement du Sénégal a montré un besoin total de 320 millions USD, avec un déficit de financement de 105 millions USD, soit 32,9 % du besoin de financement (figure 1). Le dossier d'investissement a reçu des engagements de l'IDA (140 millions USD) et du GFF (10 millions USD). Dans ce contexte, le Sénégal est l'un des pays où le montant supplémentaire du financement de l'IDA débloqué par la subvention du GFF est le plus élevé, soit 14 USD de financement de l'IDA pour 1 USD de subvention du GFF. Cela a été possible parce que le ministre des finances du Sénégal a été proactif dans la négociation du financement lié au GFF. Le ministre a élargi le champ d'application du dossier d'investissement du RMNCAH-N afin d'inclure des mesures (telles que l'électrification des installations sanitaires et WASH) qui ne sont pas directement liées au RMNCAH-N mais qui contribuent à fournir les services du RMNCAH-N. L'approbation de la facilité IDA a été donnée et le décaissement a commencé au début de 2020. Il est important de déployer des efforts plus concertés pour tirer parti de la capacité des parties prenantes au sein du secteur afin d'accroître le financement des efforts du RMNCAH-N et de combler le déficit de financement dans le pays.

Figure 1 : Engagements en faveur du programme RMNCAH du Sénégal



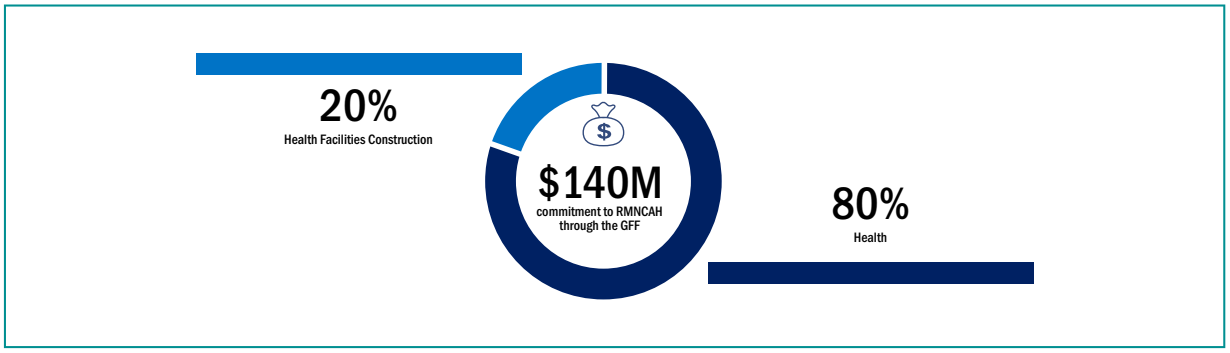
Six des 14 régions du Sénégal ont jusqu'à présent mis en œuvre le dossier d'investissement du GFF. Ces régions comprennent : Kaffrine , Tambacounda , Kédougou, Kolda , Sédhiou, et la région de Ziguinchor. Il est nécessaire d'augmenter le financement au Sénégal pour garantir que le pays atteigne les objectifs du RMNCAH-N.

Reporters sans frontières

Au Sénégal, les investissements dans les projets financés par le GFF Trust se font par le biais du projet de la Banque mondiale « Investir dans la santé de la mère, de l'enfant et de l'adolescent », avec un investissement total de 140 millions de dollars (Figure 2). L'objectif du projet est d'améliorer l'utilisation des services RMNCAH-N en respectant les normes de qualité dans les régions prioritaires. Ce projet comprend quatre composantes comme souligné ci-dessous :

- Soutenir les interventions clés pour surmonter les goulots d'étranglement identifiés comme des contraintes majeures pour la performance du système de santé et la prestation efficace des services RMNCAH-N ;
- Promouvoir la santé des adolescents et l'autonomisation des femmes ;
- Soutenir les réformes pour renforcer la gouvernance, l'équité et la durabilité du financement dans le secteur de la santé ; et
- Composante de réponse d'urgence contingente (CERC). Cette composante permettra une réaffectation rapide des fonds du projet en cas de catastrophe naturelle ou d'origine humaine ou de crise ayant causé, ou susceptible de causer de façon imminente, un impact économique et/ou social négatif majeur.

Figure 2 : Engagements de l'IDA en faveur du programme RMNCAH du Sénégal dans le cadre du GFF



Participation des OSC au cadre du GFF

Évolution de la participation des OSC au cadre du GFF

En février 2016, l'ancien point focal régional PMNCH, basé à Dakar a organisé une consultation des OSC, en présence du ministère de la Santé et de la Banque mondiale.1 La consultation a attiré 33 participants de 21 organisations, deux jours avant la première réunion nationale d'information sur le GFF organisée par la Banque mondiale et le ministère de la Santé. Les principaux résultats de la consultation ont été que les OSC ont pu se coordonner en une coalition nationale du GFF et préparer une stratégie d'engagement des OSC pour le GFF.1

Au cours du processus de formation, le GFF, par le biais de la coalition d'OSC, a formé des organisations pour qu'elles soient en mesure de traiter les questions de financement de la santé telles que : le plaidoyer budgétaire pour le RMNCAH-N ; la compréhension du processus de budgétisation nationale ; et la responsabilité pour le RMNCAH-N qui implique le suivi de l'exécution effective du budget de la santé et la formulation de recommandations pour résoudre les goulots d'étranglement identifiés. En outre, la société civile a également participé à l'élaboration d'un plan d'action visant à éliminer les goulets d'étranglement et à améliorer le RMNCAH-N dans cinq domaines d'intervention :

- Renforcer l'offre de services RMNCAH-N dans les zones défavorisées et difficiles à atteindre, en utilisant des stratégies avancées, notamment des cliniques mobiles ;
- Générer la demande pour augmenter l'utilisation des services RMNCAH-N et s'attaquer aux barrières socioculturelles ;
- Plaidoyer pour la création d'un environnement favorable aux RMNCAH-N, et pour le respect des droits de l'homme, notamment ceux des populations défavorisées ;
- La surveillance citoyenne pour suivre et examiner l'efficacité des engagements pris par le gouvernement, les partenaires techniques et financiers et la société civile, ainsi que pour mesurer la satisfaction de la population avec un accent sur les groupes défavorisés ; et
- Mobiliser des ressources intérieures et extérieures pour soutenir le Sénégal dans la mise en œuvre du dossier d'investissement.

Depuis la formation du GFF au Sénégal, de nombreuses autres OSC travaillant dans le RMNCAH-N ont mobilisé leurs propres fonds et obtenu le soutien de partenaires pour organiser plusieurs réunions consultatives, au cours des deux années qui ont suivi l'adhésion du pays au GFF. Les objectifs de ces réunions sont de fournir aux OSC des informations nationales et mondiales et des mises à jour sur le GFF, mais aussi de discuter des moyens de structurer l'engagement des OSC dans le processus du GFF. Les OSC sont actuellement coordonnées par la COSC GFF. Pour mener à bien les activités du GFF, les OSC peuvent actuellement recevoir des fonds à trois niveaux :

- L'argent de leur propre entreprise.
- L'argent des donateurs.
- L'argent du gouvernement. Par exemple, chaque année, les OSC ont reçu 200 000 USD.

Avant qu'une OSC ne puisse recevoir des fonds, la coalition s'assure qu'elle a un plan financier solide pour l'exécution des fonds qu'elle reçoit et qu'elle est prête à être complètement transparente sur l'utilisation des fonds.

CONGAD

COVID-19 a eu un effet immédiat, omniprésent et déstabilisant sur les OSC. Les OSC de première ligne ont dû adapter leur travail pour répondre aux besoins urgents de la communauté et assurer la continuité des services de RMNCAH-N. Pour ce faire, elles ont déplacé les réunions du GFF vers des plateformes en ligne et se sont appuyées sur des plateformes technologiques telles que les programmes radio pour atteindre la communauté.

Le COVID-19 a limité la capacité des OSC à atteindre les communautés par le biais de programmes de proximité ; il y a également eu une discontinuité des services de santé car les gens avaient peur d'aller à l'hôpital.

CICODEV

Rôle des OSC dans le cadre du GFF

La société civile apporte une valeur unique à l'avancement du RMNCAH-N, grâce à l'étendue de son expertise et à sa grande portée auprès d'un large éventail de communautés, y compris les plus pauvres et les plus vulnérables. Les OSC au Sénégal bénéficient d'un environnement favorable relativement favorable. Elles sont des acteurs clés dans l'éducation, la fourniture de services de santé, ainsi que dans d'autres secteurs, comblant les lacunes des services essentiels et des zones reculées non couvertes par le gouvernement.1 Parmi les principales activités menées par les OSC au Sénégal, on peut citer :

- La mise en place de formations et d'ateliers sur les services du MRNCAH-N ;
- Développer des tableaux de bord pour évaluer le fonctionnement du système de santé ;
- Annotation de la carte au niveau régional pour illustrer les besoins de chaque communauté ; et
- Activités de sensibilisation au niveau communautaire pour s'assurer que la communauté dispose des connaissances nécessaires pour accéder aux services.

L'engagement communautaire est l'orientation stratégique clé des OSC, qui visent à s'assurer que les communautés sont bien informées et que le gouvernement est tenu responsable de la prestation de services dans le cadre des activités du RMNCAH. Par exemple, CICODEV a signé des partenariats avec BAJEMU GOX (femmes leaders dans le district) pour orienter et aider les femmes des zones mal desservies à accéder aux services.

CICODEV

Enseignements tirés

Cas de réussite

Le GFF offre un énorme potentiel pour révolutionner le financement et la mise en œuvre des priorités du RMNCAH-N et le paysage du développement. Voici quelques-unes des réussites constatées dans le cadre du processus national du GFF au Sénégal.

Amélioration de l'engagement des OSC dans les efforts du RMNCAH-N

La coalition des OSC au niveau national a renforcé l'alignement de la société civile et sa capacité à rationaliser les communications et l'assistance technique. La coalition des OSC leur a en outre permis de prendre activement part aux réunions techniques de la plateforme nationale du GFF et est allée au-delà de l'amélioration de leur coordination et de leur communication autour du GFF. Grâce à ces engagements, les OSC ont pu apporter des contributions et influencer les priorités clés du dossier d'investissement et de la stratégie de financement de la santé, comme la santé des jeunes et des adolescents.

Parmi les succès remportés par les OSC dans le cadre du GFF, on peut citer : la participation formelle des OSC aux discussions sur le GFF ; la contribution des OSC à l'élaboration des politiques (par exemple, les OSC ont été en mesure d'obtenir le recentrage de la nutrition dans les politiques de RMNCAH) ; le plaidoyer en faveur d'un financement durable accru de la part du gouvernement, où les OSC ont été en mesure de faire pression pour l'augmentation du budget du gouvernement afin de se rapprocher des 15% de l'allocation d'Abuja ; et l'expression des voix des communautés par le biais de Bajenu Gox, des chefs religieux et des leaders de la jeunesse.

CEFOREP

Augmentation du financement des programmes du RMNCAH-N

Le GFF a créé un mécanisme pour financer le RMNCAH-N au Sénégal, ce qui a permis d'en faire une priorité dans l'agenda sanitaire du pays. Le partenariat du GFF soutient l'engagement du gouvernement sénégalais à augmenter la part du budget de la santé de 4 % à 10 % d'ici 2022, à renforcer la gestion des finances publiques afin de mieux suivre les ressources allouées au secteur de la santé, à améliorer le budget et la planification et à augmenter l'exécution du budget. Le partenariat soutient également la mise en œuvre du régime d'assurance maladie universelle en consolidant les régimes d'assurance maladie communautaires tout en exonérant effectivement les pauvres. Les partenaires qui financent le dossier d'investissement du Sénégal sont les gouvernements de la France (AFD), Gavi, le Fonds mondial, le GFF, la JICA, l'UNICEF, la Banque mondiale, les États-Unis (USAID) et diverses agences des Nations unies.

Amélioration de la représentation des OSC dans la plateforme nationale du GFF

La plateforme nationale des OSC du GFF est bien établie, avec une structure de gouvernance claire et des groupes thématiques couvrant la communication et le plaidoyer, la génération de la demande et des services, le suivi et la veille citoyenne, la mobilisation des ressources et la santé sexuelle et reproductive des jeunes. Trois représentants élus des OSC siègent à la plateforme nationale du GFF et représentent leurs circonscriptions dans les réunions mondiales. Il s'agit d'une amélioration par rapport aux deux représentants initiaux de 2017. Les informations sont partagées par le biais de courriels et de réunions régulières organisées par le comité directeur.

Accent accru sur la nutrition en tant que domaine prioritaire

Le dossier d'investissement du Sénégal a mis l'accent sur un changement nouveau, innovant et résolu vers une approche multisectorielle de la nutrition. Cette nouvelle approche a permis d'étendre la couverture et la portée des services de nutrition dans plusieurs secteurs et a préparé le pays à faire face aux difficultés nutritionnelles futures, telles que la prévalence croissante du surpoids et de l'obésité, et aux chocs externes.

Amélioration du renforcement des capacités des sociétés civiles.

Il y a eu un effort coordonné pour former les OSC à mieux comprendre le cadre du GFF existant au Sénégal et l'outil d'évaluation, par exemple, les tableaux de bord. Des ateliers régionaux ont été organisés pour former les représentants des sociétés civiles des pays à mieux comprendre le GFF. Ces ateliers ont donné à la société civile du Sénégal les outils dont elle a besoin pour prendre l'initiative de faire avancer le programme du GFF dans le pays.

Priorité accordée au RMNCAH-N dans les agendas nationaux

Le GFF a créé un mécanisme pour financer le RMNCAH-N dans les pays membres, ce qui a permis de le rendre prioritaire dans le programme de santé du Sénégal. Cela a permis d'améliorer les systèmes de santé dans les établissements de soins de santé primaires, ce qui a permis de sauver des vies d'enfants et de mères.

Difficultés

Plusieurs défis ont été identifiés au cours du processus du GFF, qui ont entravé l'accélération de la réalisation des objectifs du RMNCAH-N. La résolution de ces défis offre l'opportunité de se rapprocher de la CSU.

Synergie et coordination des interventions et des acteurs.

Au Sénégal, la mauvaise coordination et la communication ont été notées comme des obstacles majeurs à une participation efficace des OSC au processus du GFF. Si certaines OSC ont fait preuve d'une grande compréhension des processus du GFF, l'accès au matériel du GFF était inégal à travers le pays, car les personnes impliquées n'interagissaient pas systématiquement avec la communauté élargie des OSC.

De nombreuses OSC ont appris à connaître le dossier d'investissement du pays et le rôle des OSC par le biais de discussions nationales soutenues par les donateurs, et non par leurs pairs.

Des fonds limités pour les OSC

Les OSC ont du mal à trouver des fonds pour financer leurs opérations, les fonds du GFF étant versés directement aux gouvernements nationaux par la Banque mondiale. Bien que les OSC aient utilisé leurs propres ressources et que les donateurs aient financé des réunions et des consultations nationales, la capacité de la coalition à organiser des réunions, à mener des programmes, à mettre en place des outils de suivi et de responsabilisation, est toujours entravée par un manque de financement. Pour un nombre important de groupes basés dans des zones périphériques, la distance et les frais de transport restent des obstacles majeurs, ce qui limite leur participation aux réunions cruciales de Dakar.1 Cela a entraîné des difficultés dans la coordination des efforts des OSC, car les coalitions ont besoin d'un financement important pour organiser des réunions, mener des activités, développer des outils de suivi et de responsabilisation, etc. la plateforme nationale multipartenaires et le groupe de travail des OSC

L'obtention d'un financement pour payer le coordinateur des OSC a été un obstacle pour la coalition des OSC tout au long de sa création. Ce problème a été partiellement résolu grâce au soutien global du GFF et à l'argent de MamaYe.

CICODEV

Contact limité avec les autres partenaires des pays francophones

L'idée de mieux intégrer les régions africaines a longtemps été promue par les dirigeants politiques et les traités officiels, mais avec des résultats limités sur le terrain. Ces dernières années, le concept a acquis une plus grande urgence. L'intégration régionale est très cruciale pour le renforcement des systèmes de santé en Afrique. L'intégration est également importante pour lutter contre les maladies émergentes et réémergentes grâce à la mise en place de plans régionaux de préparation et de réponse aux urgences.

Recommandations

Pour que le GFF atteigne ses objectifs, le présent rapport recommande les actions suivantes aux différents groupes de parties prenantes :

Sociétés civiles

Renforcer les capacités de la coalition de la société civile.

Pour tirer pleinement parti des compétences et de l'expertise que la société civile peut apporter au GFF, des systèmes et des processus clairs et stratégiques doivent être mis en place pour améliorer la communication, la transparence, la consultation, ainsi que l'alignement de la société civile sur les questions relatives au RMNCAH-N. En renforçant les capacités de leur coalition, les OSC auront la possibilité d'être plus fortes dans la communauté qu'elles ne le sont actuellement.

GFF

Offrir des possibilités de financement aux OSC. .

Le GFF devrait rendre les subventions existantes plus prévisibles et plus cohérentes afin de permettre aux OSC de bénéficier d'un plus grand nombre de possibilités de financement. mise en réseau, coordination et alignement des OSC autour du GFF. Les possibilités d'engagement avec les OSC sont souvent entravées par le manque de ressources pour organiser des réunions, payer les transports et la logistique.

Accroître la participation d'autres organismes donateurs et du secteur privé

Le GFF devrait explorer les possibilités d'accroître la participation du secteur privé et des autres organismes donateurs dans le cadre du GFF. Cela permettra de faire croître davantage les fonds destinés à être investis dans les initiatives du RMNCAH-N dans les pays. Le GFF devrait envisager de s'associer à des fondations et des donateurs africains pour obtenir un financement durable des initiatives RMNCAH-N. Le GFF devrait envisager de mobiliser les banques commerciales pour qu'elles soutiennent les activités du RMNCAH-N par le biais de leurs initiatives de responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Améliorer la communication avec les parties prenantes

Il est nécessaire que les invitations soient envoyées à temps et qu'elles évitent les conflits d'agenda. En outre, le GFF devrait avoir plus de documents et de programmes en français. Les interventions du GFF doivent être harmonisées pour mobiliser davantage de ressources et atteindre les objectifs.

Gouvernement

Allouer plus de ressources aux activités du RMNCAH-N pour assurer la pérennité de l'espace fiscal.

L'aspect additionnel des mécanismes du GFF est important car la réalisation durable des objectifs de santé publique et des résultats sanitaires du RMNCAH-N dépend d'un financement national durable de la santé.4 Le gouvernement national doit envisager des interventions fiscales et politiques qui amélioreront la marge de manœuvre budgétaire pour la santé et qui feront passer la prestation de services des RMNCAH-N de la dépendance vis-à-vis des donateurs à des mécanismes de financement nationaux durables. L'amélioration de l'espace fiscal permettra d'étendre le paquet de prestations essentielles pour couvrir les services des RMNCAH-N et garantir l'accès universel à ces services en tant que prestation non contributive pour tous les citoyens.

Incorporer un cadre de suivi et d'évaluation (S&E) plus solide

Le gouvernement doit intégrer un cadre de suivi et d'évaluation plus solide pour suivre les progrès et informer la prise de décision concernant les programmes du RMNCAH-N. Le suivi et l'évaluation peuvent contribuer à améliorer la gouvernance de diverses manières. Premièrement, les données recueillies peuvent être utilisées dans la prise de décision du gouvernement et la hiérarchisation des activités, en particulier lors du processus budgétaire. Deuxièmement, il peut aider les décideurs politiques en leur fournissant des informations (notamment sur les coûts et les avantages) qui peuvent être utilisées dans la planification ou le suivi des progrès des initiatives en cours.

Groupe d'investisseurs

Documenter les progrès réalisés dans les activités du RMNCAH-N

Des réunions périodiques sur la qualité doivent être organisées pour mettre les différentes parties prenantes au courant des initiatives récentes dans les efforts du RMNCAH-N. La responsabilité doit être renforcée dans l'ensemble de l'écosystème, en identifiant les différentes parties prenantes (par exemple, le gouvernement, les OSC, les institutions confessionnelles, les citoyens, les jeunes, les donateurs) et en les obligeant à assumer le rôle unique qu'elles jouent.

Secteur privé

Accroître la participation du secteur privé

Fpour avoir un impact transformateur, le secteur privé doit être intégré dans l'ensemble du système de santé - financement de la santé, prestation de services, politique et réglementation, et systèmes d'information sur la santé, entre autres. En ce qui concerne l'accès aux médicaments essentiels, par exemple, le secteur privé peut être mis à contribution pour apporter son expertise en matière de logistique et de gestion de la chaîne d'approvisionnement afin de permettre un meilleur accès aux médicaments, aux produits de santé et aux services de planning familial.

Annexe

Annexe 1 : Liste des organisations participant à l'étude de cas

#	NOM DE L'ORGANISME
1	Reporters sans frontières
2	CONGAD
3	CEFOREP
4	RESOPOPDEV
5	CICODEV

THE GFF WE WANT

WACI HEALTH
Champions for Health

CAMPAGNE « LE GFF QUE NOUS VOULONS »

ÉTUDE DE CAS DU SÉNÉGAL

